

Singulier — pluriel —

Déposé le 02/04/2026

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Fédération Syndicale Unitaire de la Drôme



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

LA FSU 26 PRÉSENTE SUR TOUS LES FRONTS ...



Stage féminisme le 19/02



SOMMAIRE :

- p.1 : Les actions de la FSU26
- p.2 : Edito - Hommage
- p.3 : IA - Déconstruire l'imposture
- p.4 : Masculinismes...
- p.5 : Retour sur les municipales
- p.6 : AES - l'école bien dans ses murs
- p.7 : SRIAS
- p.8 : Stage « Palheta » contre le fascisme



8 mars pour les droits des femmes à Valence



Stage numérique le 26/02

Village contre le racisme à Valence le 21 mars



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN



Le 26/03 à Valence contre les fermetures de classes



Festival féministe de Valence le 28/03

Ce mois de mars 2026 aura été riche en événements, qu'ils soient politiques, sociaux, économiques ou syndicaux. Les peurs, les déceptions mais aussi les espoirs se sont succédé de manière continue.



Une situation internationale insoutenable

La guerre, les massacres, le déni du droit à la dignité des peuples semblent être le seul credo des nations puissantes qui mènent le monde. La France a largement sa part dans ces horreurs, en fermant les yeux sur les tueries, en soutenant les guerres indirectement, en militarisant la nation. Les manifestations pour soutenir le peuple palestinien se poursuivent inlassablement mais elles n'attirent pas suffisamment de monde. Et pourtant, le peuple italien, convaincu notamment par la campagne de la CGIL (principale confédération syndicale d'Italie), a largement refusé le projet de loi de la fasciste Meloni qui avait pour but de museler la Justice.

Une situation politique décevante

L'épisode électoral du mois a conduit à une forme de mosaïque municipale à l'échelle du pays, une sorte « d'école des fans » dans laquelle tous les partis auraient gagné. Force est de constater que si les trois grandes villes n'ont pas basculé, si la gauche n'a pas tout perdu, si l'extrême-droite a fait moins bien qu'elle aurait voulu, le noir de la bête immonde progresse lentement mais sûrement sur l'arc méditerranéen et dans l'ancien nord minier. Des digues ont largement débordé puisque la droite se ligue avec le fascisme pour contrer « l'extrême-gauche » et surtout lorsque le racisme cru devient ordinaire, notamment lors de l'élection de Bally Bagayoko, nouveau maire de Saint-Denis. C'est d'autant plus inquiétant que les différentes manifestations organisées par les associations et les syndicats pour lutter contre toutes les discriminations et le racisme n'ont pas vraiment rassemblé en nombre.

L'espoir du 8 mars

Heureusement, on ne peut que se réjouir du succès du 8 mars (*pourtant un dimanche cette année*), journée internationale de lutte pour les droits des femmes : une déambulation de Rosies remarquée sur le marché de Romans, une bonne centaine de personnes à Montélimar et plus de 700 à Valence. Le stage féministe organisé par la FSU le 19 mars a, quant à lui, réuni plus de 90 participant-es. D'année en année, la prise de conscience devient de plus en plus importante. À nous toutes et tous de poursuivre notre travail de conviction pour faire de cette date une véritable journée de grève féministe, qui complètera à terme le 1^{er} mai comme repère de luttes populaires.

Et maintenant ?

Dès maintenant, nous combattons les conséquences du budget austéritaire adopté une fois encore à coup de 49-3. Comme toujours nous intervenons continuellement dans les instances (*les déclarations liminaires sont sur le site*) mais nous prenons nos responsabilités et mettons collègues, parents et élu-es dans la rue comme les 26 et 31 mars derniers.

Maintenant, nous allons continuer notre travail syndical. Nous allons prendre exemple sur nos aîné-es qui ont su résister à toutes les oppressions ; nous allons poursuivre sans faille notre combat pour transformer et émanciper la société, en tenant compte de toutes nos diversités, qu'elles soient internes, avec nos syndicats nationaux et nos courants de pensées, ou externes avec nos camarades des autres syndicats de transformation sociale.

*Amélie Chapapria & Christophe Dumaillet,
co-secrétaires départementaux de la FSU26.*



HOMMAGE AU REGRETTÉ ROBERT PÉNELON

F.S.U. 26 Le 11 mars dernier, Robert Pénelon nous a quittés et nous tenions, par ces quelques lignes, à honorer sa mémoire.

Avec Robert, fidèle de nos manifestations, les sujets de discussions ne manquaient pas, compte tenu du nombre impressionnant de combats dans lesquels il était engagé.

Infatigable passeur de mémoire, tant au sein de l'ANACR que lors d'interventions dans les établissements scolaires, il rappelait l'horreur et les ravages de la Seconde Guerre mondiale ou évoquait avec passion la Résistance.

Il aimait parler de sa formation et de sa carrière d'instituteur, de son militantisme au Syndicat National des Instituteurs puis au SNUipp dont il était le doyen des adhérents de la Drôme.

Ardent défenseur de la Palestine, dans l'association France-Palestine-Solidarité, la situation de Cuba lui tenait de même particulièrement à cœur, dans le cadre de l'association Cuba-Coopération-France...

Engagé politiquement, ayant eu des responsabilités nationales au PCF, il militait pour l'union de la gauche.

Autant de sujets qui restent, ô au combien, d'actualité ! Nous continuerons, Robert, à transmettre ces échanges gravés dans nos mémoires, enrichis de tes témoignages et de ton expérience.

Amélie Chapapria et Christophe Dumaillet.





Intelligence Artificielle

Déconstruire l'imposture

➔ « **L'IA n'est pas là pour remplacer les profs.** » **FAUX!**
 Il y a des volontés réelles d'aller jusqu'à supprimer les métiers de l'enseignement en Angleterre, Corée, Etats-Unis, avec des classes sans prof. Un·e adulte qui surveillera comme une caissière aux caisses automatiques. Il ou elle sera jeune et motivant·e selon les producteurs de tech. Ainsi, il se créera des déserts scolaires comme les déserts médicaux. Des brigades de TZR en distanciel existent déjà au prétexte que « C'est mieux que rien. »
Il faut défendre les services publics car c'est ce qui reste à ceux et celles qui n'ont rien.

➔ « **L'IA va libérer du temps.** » **FAUX!**
 - Gagner du temps pour faire quoi ? Course, aliénation, productivisme : on n'en sort jamais.
 - On se plaint de corriger constamment des copies donc c'est une entrée commode pour imposer l'IA. MAIS, ce qui nous pèse avec les copies, c'est le nombre d'élèves, le contrôle continu, le tri à l'école, la perte de sens. Nous ne refusons pas les évaluations mais elles doivent faire sens pour nous et pour nos élèves.
 - Laisser à l'IA une partie de notre métier, c'est de la dépossession et c'est en perdre le sens.
Il faut reprendre la main sur nos métiers.

➔ « **Grâce à l'IA chaque élève aura un enseignement personnalisé.** » **FAUX!**
 L'IA n'est pas un être humain donc c'est un leurre de prétendre qu'elle reconnaîtra les besoins d'une personne. Ce sont des IA de recommandation dont il faut **dénoncer les conséquences néfastes**, à savoir :
 - un usage compulsif de la machine.
 - un discours qui disqualifie le ou la professeur·e en disant que c'est mieux pour l'élève de ne pas attendre la réponse.
 - la fin de l'apprentissage socialisé qui contribue à la destruction du lien social.
 - une standardisation issue d'un processus industriel déshumanisant.
Seul·e un·e pédagogue formé·e peut faire progresser les élèves.

➔ « **Les IA ne sont que des outils, il suffit de garder la main.** » **FAUX!**
 Les impacts du numérique n'étaient déjà pas soutenables avant l'IA, mais le développement de l'IA les accélère (déchets supplémentaires avec des circuits spécialisés non durables, alimentation en électricité, refroidissement par l'eau et les climatisations, impacts sociaux avec l'esclavage des travailleur·euses du clic et les licenciements des personnels qualifiés.)
 Il n'existe donc pas d'alternatives sobres, souveraines, éthiques, transparentes et non biaisées. Le système est conçu pour inonder sciemment la Terre d'informations partielles, incomplètes et surtout orientées.
L'IA n'est pas un domaine de l'informatique mais un projet auquel s'oppose la FSU.

➔ « **Nos élèves utilisent l'IA, il faut donc enseigner avec l'IA.** » **FAUX!**
 Enseigner à penser les IA est nécessaire. Mais la FSU refuse de se précipiter à enseigner avec les IA. Pour comprendre ce que font les cigarettes, doit-on fumer avec les élèves ? Non ! Il y a des tas de choses que nos élèves font au quotidien, va-t-on les faire en cours ? De même, si les élèves mangent de la junk food, fait-on des cantines de junk food ? Encourage-t-on une filière française de la junk food ? Non !
Il faut tenir à distance l'objet car il y a un enjeu colossal aujourd'hui.

Avec la FSU,

— Déconstruisons le discours dominant —
 — Organisons la résistance —

Pétition contre le data-center
de Rovaltain :



Léane Alestra est intervenue au stage féminisme au travail des FSU 26 et 07.

Des éléments à retenir de sa présence précieuse :

Le masculinisme désigne un antiféminisme formulé depuis le point de vue des intérêts masculins : il affirme que les hommes seraient mis en danger par les conquêtes féministes et qu'il faudrait donc défendre ou restaurer leur place.

C'est en cela qu'il constitue un mouvement réactionnaire : il se développe en réaction aux avancées du féminisme et à la remise en cause du statu quo sexiste. Autrement dit, sans féminisme, pas de masculinisme : tant que l'ordre patriarcal n'est pas contesté, il n'a pas besoin de s'organiser comme contre-mouvement.

Il faut savoir aussi que le masculinisme n'est pas un phénomène récent. Et il ne faudrait pas croire qu'il s'agit uniquement d'un discours. Le masculinisme est aussi à l'origine d'un véritable marché de la peur qui vend aux hommes une réponse facile pour récupérer aux femmes ce qu'elles auraient soi-disant pris de force.

De plus, il est important de ne pas limiter la question des masculinismes aux jeunes sur les réseaux sociaux et bien se dire que les représentants les plus visibles ne sont pas forcément les plus néfastes.

C'est un des écueils du dernier rapport du Haut Conseil à l'Égalité qui présente certaines limites :

- Il insiste sur les réseaux sociaux et les jeunes. Alors que le masculinisme intervient à tous niveaux dans la société.
- La pornographie est présentée comme une cause du sexisme, alors que ce n'est qu'un miroir. Cela peut être une cause de radicalisation chez les jeunes en cas d'absence d'éducation sexuelle, laquelle est de notre responsabilité, mais ce n'est pas une cause du sexisme.
- Aucun lien n'est fait avec l'extrême droite. Il existe plusieurs masculinismes (certains sont noirs ou de gauche) mais l'immense majorité des masculinismes est une sous catégorie d'un mouvement d'extrême-droite. C'est vraiment problématique de ne pas nommer l'extrême-droite dans un rapport d'état alors qu'on connaît la connexion.
- Lorsqu'il est question des attentats masculinistes d'extrême-droite dans le rapport, les préconisations sont seulement sécuritaires et punitives. Les lois semblent exister pour mettre au pas au lieu d'éduquer.

Entendons enfin que le masculinisme commence tôt avec la division sexuelle du travail.

En effet, nos rôles sociaux sont encouragés par le genre de notre naissance de manière implicite et par mimétisme. Ainsi, les travaux d'hommes valent plus que ceux des femmes.

Ce n'est alors pas limité à une attitude individuelle mais bien à une organisation sociale. Le travail est structuré ainsi et la figure neutre est un modèle masculin.

Alors que le travail de reproduction gratuit produit par les femmes fait tenir la société capitaliste.

A. Chapapria

Les Rosies devant le tribunal de Valence le 8 mars.



Ecouter ici le podcast
« La Locale de Radio BLV »
du mercredi
18 mars :



Léane Alestra, Apolline Bazin (*journaliste, co-fondatrice de « Manifesto XXI »*) et Arya Meroni (*militante*) ont lancé le media Problematik en 2025. Indépendant et libre d'accès en ligne, il propose une vision queer de l'actualité.

« Assigné.es au particulier, celles et ceux qu'on range dans "les minorités" sont maintenu.es à la marge, hors des lieux de prise de décision politique. Mais c'est aussi depuis ce bord que leurs savoirs situés offrent une vision panoramique, capable de saisir l'ensemble des enjeux de nos sociétés. C'est cette clarté-là qu'il est urgent de mettre en avant. La mission de Problematik est donc de couvrir toutes les luttes de justice sociale et d'émancipation. »

Media Problematik à
découvrir en ligne:



Les 14 et 21 mars derniers avaient lieu, dans toute la France, les élections municipales...

Les précédentes - celles de 2020 - s'étant tenues dans un contexte très particulier puisque l'épidémie de Covid sévissait, le taux d'abstention avait été très élevé.

Le rendez-vous de 2026 a été celui de tous les dangers puisque la gauche est partie très souvent divisée et que la puissance des forces d'extrême-droite s'est vue renforcée par un appel dit « républicain » à faire barrage contre la « menace LFiste ».

Alors que ce scrutin, avec les présidentielles, est le plus suivi par les électeurs et les électrices, **c'est bien l'abstention la seule et véritable gagnante**, ce qui montre malheureusement que le désintérêt et la méfiance du politique ne cessent de prendre de l'ampleur, pour le plus grand péril de la démocratie.

On pouvait ainsi s'attendre à une forte poussée du RN et des listes réactionnaires de droite. Finalement, les résultats sont plus contrastés : Saint-Étienne et Nîmes passent à gauche ; Dati est largement défaite à Paris, Aulas retourne aux vestiaires à Lyon et Marseille a évité le RN... Mais ce dernier ne cesse d'étendre sa toile. Il gagne de nombreuses villes moyennes comme Carcassonne, Castres, Montauban ou Montargis. Il est en sous-marin dans de nombreuses listes « sans étiquette » et il est prévisible que le nombre de sénateurs et sénatrices fascistes augmente sensiblement en septembre prochain.

La Drôme reflète peu ou prou l'image nationale. La droite réactionnaire conserve les grandes villes qu'elle dirigeait déjà, et ce, dès le premier tour à Valence et Montélimar. Die passe à droite mais Saint-Rambert d'Albon et surtout Crest (*après 31 ans de « maritonnisme » !*) passent à gauche.

À noter le cas de Romans : si Marie-Hélène Thoraval a été réélue, elle ne garde son écharpe que de 247 voix alors qu'elle était en ballottage très favorable avec 48% au premier tour. Un beau travail de conviction a été mené entre les deux tours et a permis de réduire les écarts, tout particulièrement dans les quartiers populaires et notamment à La Monnaie que l'édile a tellement stigmatisée.

Il faudra donc poursuivre ce travail d'éducation populaire, à Romans comme ailleurs, qui doit permettre aux électeurs et électrices de reprendre le pouvoir par les urnes. En effet, c'est bien ainsi que nous pouvons influencer sur les politiques locales et nationales. C'est bien ainsi que nous pouvons décider indirectement du nombre de postes, d'éducateurs/éducatrices, de classes, de lits d'hôpitaux, de médiathèques.

Il est donc plus que temps de se poser des questions importantes alors que l'extrême-droite met le pied dans les portes du pouvoir. Faut-il construire une unité totale avec les autres organisations syndicales de luttes et de transformations sociales comme la CGT et Solidaires ? Quelle peut ou doit être la place des syndicats et de leur indépendance face aux partis politiques ? Ces questions sont complexes et relèvent clairement de nos Congrès départementaux et fédéraux. Il faudra trouver du temps pour les préparer, les discuter, trouver des réponses et les mettre en œuvre. C'est aussi cela l'intelligence collective de la FSU !

Christophe Dumaillet.

LE SAMEDI 28 MARS À ROMANS ...

Ce jour-là, les hasards du calendrier avaient réuni la manifestation contre les discriminations et la réélection de la Maire de Romans-sur-Isère qui s'est signalée par ses prises de position discriminatoires et une campagne de second tour recyclant toutes les idées racistes de l'extrême-droite.

À l'appel de l'ASTIR et de 20 autres organisations, la manifestation a rassemblé 150 personnes environ qui ont défilé de la gare au monument de la Résistance.



La FSU, présente, est intervenue pour alerter sur l'augmentation des pratiques et des propos discriminatoires qui se multiplient.

En accord avec son rôle de Syndicat de transformation sociale, elle a aussi dénoncé les choix budgétaires du gouvernement en faveur de la guerre et de la militarisation de l'Éducation.



F.S.U. 26

Elle a insisté sur la nécessité de donner les moyens à l'Éducation Nationale pour mettre en place des politiques visant à faire reculer les préjugés, plaidant pour le renforcement des services publics dans la perspective d'un égal accès aux droits pour toutes et tous.



Jean-Louis Mollard.

F.S.U. 26



Le collectif Alliance Ecologique et Sociale (AES) a lancé au mois de juin dernier la campagne nationale « L'école bien dans ses murs : pour une rénovation du bâti scolaire ».

AES est un collectif de syndicats et d'associations initié en 2020 d'abord sous l'appellation « Plus Jamais ça », au moment de la crise Covid, pour proposer un programme de rupture qui allierait écologie et justice sociale.



La rénovation des écoles et des établissements scolaires est non seulement une **nécessité écologique** - 1,5% des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la France sont engendrés par les établissements scolaires - mais aussi un **puissant levier d'éducation** et de **prise de conscience collective face aux défis climatiques**.

Cela permettrait aussi de **mettre en place une filière industrielle vertueuse** sur la rénovation énergétique.

La dégradation des bâtiments scolaires, des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels renforce les **injustices scolaires, sociales et territoriales**, tout en dégradant leur **santé**.

L'ENQUÊTE

Fortes chaleurs rendant impossible le travail dans les salles de classe...

Sensation de froid au retour de vacances...

Absence de stores pour réguler la température dans les locaux...

Les écoles et les établissements scolaires sont de plus en plus confrontés à des situations qui pèsent sur les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels. Elles posent la question de l'adaptation des bâtiments pour apporter des réponses concrètes aux urgences environnementales et pour lutter contre les inégalités sociales.

La FSU, SUD-Éducation et la CGT-Éduc'action participent à la campagne nationale sur le bâti scolaire de l'Alliance Écologique et Sociale (AES), aux côtés de Greenpeace France, Les Amis de la Terre et Oxfam France.

Dans un premier temps, une enquête en ligne a été lancée sur l'état du bâti permettant d'en savoir plus sur les conditions d'apprentissage et de travail dans le premier degré et le second degré.

Les résultats de cette enquête ont permis la publication d'un rapport en septembre 2025.

L'enquête est toujours disponible en ligne :



LES RÉSULTATS

L'Alliance Ecologique et Sociale dresse un constat alarmant.

Une grande majorité des bâtiments scolaires s'avèrent inadaptés aux vagues de chaleur et aux températures extrêmes (été comme hiver). Près de 90 % des établissements scolaires ne répondent pas aux normes basse consommation.

À travers des données publiques, syndicales et de nombreux témoignages de terrain, le rapport de l'AES met en lumière un bâti scolaire vieillissant et vétuste où les 2/3 des cités scolaires et la moitié des lycées ont été construits avant 1970 et 55% des collèges ont été construits avant 1980.

La vétusté entraîne un manque d'isolation thermique, des infiltrations, des moisissures et une dégradation de la qualité de l'air affectant la santé des élèves et des personnels.

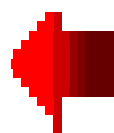
Les inégalités sociales et territoriales s'en trouvent renforcées, les collectivités les plus pauvres étant les moins armées pour financer des travaux coûteux.

Le rapport pointe également le manque de financement des collectivités et les budgets insuffisants alloués par l'Etat qui ne respecte pas ses obligations en matière de santé et sécurité au travail.

LES PROPOSITIONS DU RAPPORT

Le rapport avance un plan clair et chiffré autour de quatre priorités :

1. **Adopter un protocole national** de gestion des épisodes climatiques extrêmes (chaleur, froid, pollution).
2. **Rétablir un Observatoire du bâti scolaire**, avec données publiques et consultation des personnels.
3. **Adapter et rénover massivement les bâtiments**, avec isolation, végétalisation, suppression des énergies fossiles et développement des énergies renouvelables.
4. **Mettre en place un plan national de financement** d'au moins 5 milliards d'euros par an pendant dix ans.



Pour lire le rapport complet.

Amélie Chapapria.



AVIS DE TEMPÊTE BUDGÉTAIRE

Le budget 2026 de la SRIAS AuRA est annoncé avec une baisse de 76,8 %. Cette décision impacte de fait toutes les actions prévues cette année et nous sommes pour l'heure dans l'incapacité de mettre en place celles qui étaient prévues au 1^{er} semestre 2026.

Au niveau régional comme au niveau national, les organisations syndicales dénoncent et mènent le combat contre cette décision inique pour sauver notre Action Sociale Interministérielle !

Plus que jamais, nous refusons ces économies budgétaires qui accablent toujours plus les agent-es. Les crédits supprimés doivent être réintégrés.

N'hésitez pas à diffuser largement ce tract autour de vous et à soutenir l'action de l'Intersyndicale.



Pour télécharger le tract à diffuser :



Le budget de l'Etat 2026 a taillé à la hache dans les crédits alloués aux SRIAS (Sections Régionales Interministérielles d'Action Sociale) à hauteur d'une baisse de 76,8 %.

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le budget 2026 de la SRIAS est de 179 845 € (pour rappel : 775 194 € en 2025) auquel il faut déduire 122 116 € de report de charges de 2025. La SRIAS-AURA commence donc l'exercice avec préalablement 57 729 €.

Au niveau national, lors du Comité Interministériel d'Action Social (CIAS) du 10 mars, une rallonge d'1,2 millions d'euros a été réaffectée au budget des SRIAS.

Ne crions pas victoire, cet argent a été ponctionné sur d'autres lignes budgétaires notamment celles des Chèques-Vacances et des crèches. « Déshabiller Paul pour habiller Jacques », on connaît la ficelle.

Quoi qu'il en soit, cela correspondra à **une rallonge d'environ 100 000 € pour la SRIAS-AuRA**, ce qui portera le budget à environ 160 000 € pour 2026 réparti comme suit :

- Vacances Familles Solidarité : 100 000 €
- Actions en faveur des aidant-es : 22 500 €
- Subvention repas retraités RIA : 15 000 €
- Colonies enfants / ados : 22 500 €

Les membres de la SRIAS-AuRA expriment une forte inquiétude quand au désengagement de l'Etat pour l'Action Sociale Interministérielle et l'existence des SRIAS même à court terme.

Ils et elles vont poursuivre leurs efforts pour dénoncer ces choix iniques auprès des décideurs politiques et administratifs, faire connaître cette situation le plus largement possible auprès des agent-es et intervenir dans les CSA des ministères dans lesquels ils et elles siègent.

La FSU 26 s'engage à diffuser le tract ci-contre, téléchargeable sur le site de la FSU 15, afin d'en parler entre collègues et interpeller les hiérarchies. L'Action Sociale Interministérielle est mise en œuvre par et pour elles et eux. C'est donc notre affaire à toutes et tous.

Eric Burnouf, FSU 15, SRIAS-AuRA.



L'action sociale : qu'est-ce que c'est ?

La FSU publie chaque année un guide d'information pour les agent-es. Il est en ligne sur le site de la FSU 26.



Ce guide, sur les prestations interministérielles d'action sociale, a pour objectif de permettre à chaque agent-e d'avoir une bonne connaissance des prestations offertes, de savoir à qui s'adresser pour les obtenir, de connaître l'utilisation des crédits alloués.

C'est également un outil pour, ensemble, réfléchir et proposer l'adaptation ou la création de nouvelles prestations pour répondre à l'évolution des besoins des agent-es en matière d'action sociale.

Les représentant-es de la FSU continueront à agir pour que l'action sociale se développe dans l'intérêt de l'ensemble des agent-es.

LUTTER CONTRE

LE FASCISME

STAGE INTERSYNDICAL

Jeudi 21 mai 2026

9h/17h

La Voulte-sur-Rhône

salle des fêtes

INTERVENANT



UGO
PALHETA

COLLECTIF VISA



Conférences
Ateliers
Repas partagé



Inscriptions et autorisations
d'absence sur : fsu07.fr

Militants néofascistes qui défilent dans les rues par milliers, minute de silence pour l'un d'eux à l'Assemblée Nationale, diabolisation de la gauche et criminalisation des mouvements anti-fas, soutiens plus ou moins appuyés aux gouvernements fascisants de Trump et de Netanyahu...

Toutes les digues sont en train de céder dans une indifférence plus ou moins générale.

Fondées sur les valeurs de solidarité et de progrès social, les organisations syndicales ont toujours, hier comme aujourd'hui, été en première ligne du combat contre l'extrême-droite. Elles en sont d'ailleurs l'une de ses cibles, comme en témoigne l'attaque récente du local de Solidaires à Lyon.

Dans ce contexte, il est urgent de nous organiser, à l'échelle de nos territoires, pour construire des stratégies efficaces à même de résister et de lutter contre le fascisme !

CE STAGE S'ADRESSE À TOUS LES PERSONNELS SALARIÉS OU RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE !

(Éducation Nationale, enseignement agricole, PJJ, territoriaux, France-Travail...).

Tous les personnels, syndiqué·es ou non, ont droit à **12 jours de formation syndicale**

par an sur le temps de service. Vous serez donc payé·e et n'aurez rien à rattraper.

LA DEMANDE D'AUTORISATION D'ABSENCE DOIT ÊTRE DÉPOSÉE AU PLUS TARD LE 21 AVRIL pour être de droit.



UGO PALHETA :

Sociologue, spécialiste des extrêmes-droites et du fascisme, maître de conférences à l'université de Lille et chercheur au Cresppa-CSU. Il est l'auteur de nombreux livres parmi lesquels « La Domination scolaire » (2012), avec Daniel Bensaïd et Julien Salingue, « La Possibilité du fascisme » (2018), « Face à la menace fasciste » (2021) et « Comment le fascisme gagne la France : De Macron à Le Pen » (2025).

A noter aussi :

CONGRÈS
DÉPARTEMENTAL

D'ETUDE

Mardi 28 avril
Valence



VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) :

Association intersyndicale qui recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême-droite et plus particulièrement du FN/RN sur le terrain social.

VISA se veut un outil d'information et de réflexion pour mener collectivement le combat antifasciste et lutter contre l'influence de l'extrême-droite dans le monde du travail.

Les syndicats de la FSU : EPA - SNAC - SNASUB - SNCS - SNE - SNEP - SNEPAP - SNES - SNESUP - SNETAP - SNICS - SNPES-PJJ - SUI - SNUAS-FP - SNUEP - SNUIPP - SNUITAM - SNUP-CDC - SNUPDEN - SNU-TEFI - SNUTER - SUPMAE

FSU26 - Maison des Syndicats
17, rue G. Bizet 26000 Valence
04.75.56.77.77 fsu26@fsu.fr

